

*Le budget—M. Nystrom*

Parlons maintenant du déficit. Ce qui se passe aujourd'hui lui est attribuable en grande partie. Bien entendu, le déficit est un problème, mais il y en a bien d'autres. Après les élections, toutefois, le parti d'en face a décidé d'en faire la priorité des priorités. D'où les réductions de services et les augmentations d'impôts. La manière dont le gouvernement s'attaque au déficit risque fort d'entraîner une récession.

En fait, le gouvernement lui-même prévoit que le taux de chômage s'élèvera à 8,5 p. 100 en 1990. Personne ne veut d'un déficit de 40 à 60 milliards de dollars, mais c'est le gouvernement conservateur qui, en quatre ans et demie, a contracté plus de dettes que tout autre gouvernement avant lui. Il est passé maître dans l'art de s'endetter.

Si le gouvernement veut réduire le déficit et renforcer l'économie de manière à pouvoir venir en aide aux garderies, aux petites entreprises, aux agriculteurs et aux pauvres, un certain nombre de mesures s'offre à lui.

D'abord, il faudrait faire baisser les taux d'intérêt. Une diminution de 1 p. 100 des taux d'intérêt permettrait d'économiser en un an 1,5 milliard de dollars en frais d'intérêts sur la dette nationale. Une diminution de 2 p. 100 du taux d'escompte permettrait d'économiser 3 milliards de dollars en un an. Notre taux d'escompte dépasse d'environ 3,5 p. 100 celui des États-Unis. Rien ne nous empêche de le faire baisser d'au moins 2 p. 100.

Rien n'empêche le Canada de faire pression, au sein du Groupe des sept, pour que les taux d'intérêt baissent partout dans le monde.

Je ne sais pas combien de Canadiens savent que le taux d'intérêt réel est plus élevé qu'il ne l'a jamais été. En août 1981, à une époque où le gouvernement Trudeau-MacEachen pratiquait une politique de taux d'intérêt élevés, il s'élevait à 8,33 p. 100. Le taux d'intérêt réel s'élève actuellement à 8 p. 100. La politique des taux d'intérêt élevés ne fait qu'appauvrir les petites entreprises et les agriculteurs. Elle rend l'achat de maisons plus difficile et appauvrit encore plus les simples travailleurs canadiens.

De nos jours, le taux d'escompte s'établit à 12,6 p. 100, le taux d'inflation, à 4,6 p. 100 et le taux d'intérêt réel, à 8 p. 100. En 1981, le taux d'escompte atteignait 21 p. 100 et le taux d'inflation, 12,7 p. 100. Le taux d'intérêt réel n'était que de 8,3 p. 100.

La politique des taux d'intérêt élevés appliquée en 1981 a provoqué la récession de 1982. A mon avis, l'histoire va se répéter. Ce qui est arrivé à M. MacEachen en 1982 pourrait bien se reproduire l'an prochain.

Deuxièmement, si nous voulons réduire le déficit et trouver de l'argent pour le programme de garderies et les autres programmes sociaux, le gouvernement devrait consacrer plus d'argent à la création d'emplois au lieu de sabrer les programmes de développement régional. Il devrait investir dans l'agriculture, dans la petite entreprise, dans les régions et dans le développement local. Il faut adopter une vision plus décentralisée du développement économique du Canada.

Le gouvernement doit investir dans le mouvement coopératif, dans la recherche et le développement. Il doit investir dans ce qui rapportera de gros dividendes aux Canadiens dans les années à venir.

Selon Judith Maxwell du Conseil économique du Canada, chaque fois que le taux de chômage baisse d'un point de pourcentage le gouvernement fédéral récolte des recettes supplémentaires de 2 milliards de dollars. Ce sont des recettes supplémentaires parce que le gouvernement a moins d'assurance-chômage à payer. Ce ne sera plus le cas, évidemment, parce que le gouvernement privatise le régime. Les paiements du Régime d'assistance publique diminuent et ceux qui décrochent des emplois paient davantage d'impôts. Il faut abaisser les taux d'intérêt. Il faut créer des emplois. Introduisons donc une réforme fiscale sérieuse afin d'éliminer les échappatoires et de faire en sorte que les riches paient leur juste part, que les quelque 6 000 personnes qui gagnent plus de 50 000\$ par an, mais qui ne versent pas d'impôts, en paient ainsi que les quelque 80 000 sociétés rentables dans le même cas. Établissons un impôt minimum sur les sociétés. Les fonds supplémentaires générés par ces mesures pourraient être affectés à la réduction du déficit et aux programmes sociaux.

• (1450)

Enfin, menons une enquête parlementaire spéciale sur les dépenses fiscales liées aux grandes sociétés. Les sommes versées au secteur des grandes entreprises ont augmenté au cours des cinq ou six dernières années. Nous pourrions faire des économies en réduisant les subventions et les radiations dont profitent grandes sociétés.

En conclusion, ce budget conservateur accomplit deux choses. Il porte un dur coup aux Canadiens ordinaires qui devront payer 1 700\$ de plus par an en impôts, lorsque la taxe de vente nationale entrera en vigueur l'an prochain.

Par ailleurs, le budget conservateur favorise les grandes entreprises en sabrant dans les programmes sociaux, les paiements de péréquation et de transfert aux provinces, le développement régional et les fonds réservés aux agriculteurs, aux petites entreprises, aux travailleurs et aux chômeurs. Il finira par assimiler le Canada aux États-Unis et à la Grande-Bretagne de Margaret Thatcher.